MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Nous sommes là pour vous aider

N° 11723*11

cerfa

Demande en injonction de faire au tribunal judiciaire (incluant le tribunal de proximité)

(Articles 1425-1 à 1425-9 du nouveau code de procédure civile)

Nous vous invitons à lire attentivement la notice n° 50801 avant de remplir ce formulaire.

Votre identité (demandeur) :

► Si vous êtes une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

☐ Madame ☐ Monsieur

Votre nom de famille (nom de naissance) : _____

Votre nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) : _____

Vos prénoms : _____

Vos date et lieu de naissance : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

à _____

Votre nationalité : _____

Votre profession : _____

Votre adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |__|__|__|__|__| Commune : _____

Pays : _____

Votre adresse électronique : _____@ _____

► Si vous êtes une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme de la société (SA, SARL, EURL, SCI, SCP…) : _____

Dénomination : _____

Représentée par : _____

Adresse du siège social : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

Adresse électronique : _____@_____

Numéro de téléphone : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Numéro de télécopie : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Si vous êtes assisté(e) ou représenté(e) :

Précisez les nom et prénom de la personne qui vous assiste ou vous représente *(avocat, conjoint, concubin, partenaire de pacs, parent ou allié, personne exclusivement attachée à votre service personnel ou à votre entreprise).*

Son nom : _____

Son prénom : _____

L'identité de votre adversaire (défendeur) :

► Si votre adversaire est une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

☐ Madame ☐ Monsieur

Son nom de famille (nom de naissance) : _____

Son nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) : _____

Ses prénoms : _____

Son adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |__|__|__|__|__| Commune : _____

Pays : _____

Adresse électronique : _____@_____

► Si votre adversaire est une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme de la société (SA, SARL, EURL, SCI, SCP…) : _____

Dénomination : _____

Représentée par : _____

Adresse du siège social : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

Adresse électronique : _____@_____

Votre demande :

Vous exposez qu'un contrat de : _____

_____

a été conclu le |__|__|__|__|__|__|__|__| à _____

Précisez, s'il y a lieu, le lieu d'exécution du contrat : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

Dans la mesure où l'autre partie au contrat n'a pas rempli (toutes) les obligations auxquelles elle s'est engagée,

Vous demandez au tribunal judiciaire (incluant le tribunal de proximité) de *(choisissez le tribunal judiciaire (incluant le tribunal de proximité) du lieu où habite le défendeur ou celui du lieu d'exécution du contrat)* **:**

Code postal : I__I__I__I__I__I Commune : _____

de rendre une décision ordonnant au défendeur de faire avant le I__I__I__I__I__I__I__I__I

Précisez ci-dessous la (les) obligation(s) que le défendeur doit remplir :

(Ce que vous lui demandez. La prestation dont vous demandez l'exécution doit porter sur un montant inférieur ou égal à 10 000 euros).

_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____

Et le cas échéant, vous demandez au juge, en cas d'inexécution de cette (ces) obligation(s), de **prononcer une condamnation à _____ euros à titre de dommages et intérêts.**

Votre consentement à la transmission électronique des avis, récépissés, convocations

Vous souhaitez consentir à la transmission électronique des avis, récépissés et convocations adressés par le greffe à une partie par tous moyens, par lettre simple ou par lettre recommandée.

Vous devez pour cela remplir le formulaire cerfa n° 15414 "Consentement à la transmission par voie électronique".

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (prénom, nom) : _____

certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à : _____Le I__I__I__I__I__I__I__I__I__I

Signature

N'oubliez pas de joindre tous les documents utiles

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.